







Chers(es) collègues,

Nous sommes en désaccord avec les propositions de l'Exécutif concernant le régime indemnitaire et le temps de travail. L'insuffisance du dialogue social au sein de la collectivité est source d'inquiétude.

Dès le 1er janvier 2018, tous les agents régionaux travailleront davantage, pour la majorité sans contrepartie financière !

(Sauf bien sûr pour l'équipe de direction, la grande gagnante du nouveau régime! L'austérité est à géométrie variable...)

Il nous semble par ailleurs important de clarifier ou contredire quelques éléments de désinformations qui ont été diffusés ces derniers jours :

Aucune des revendications portées par l'Intersyndicale lors des dernières réunions sur le régime indemnitaire et le temps de travail n'ont abouties. En ne se présentant pas à au Comité Technique, l'Intersyndicale a donc usé de la seule possibilité qui s'offre encore à elle, en refusant à un Exécutif sourd, la possibilité d'entériner des projets néfastes.

Ce boycott et le préavis de grève qui l'accompagne ont permis d'obtenir deux propositions minimalistes qui ne représentent aucune avancée pour les agents :

- Nous ne pouvons considérer comme une avancée majeure l'attribution d'une prime concurrentielle pour les agents des lycées, qui plus est d'un montant dérisoire. Le message patronal est trop clair 100 ou 300 € annuel pour nous pousser à la compétition ou à la surcompétitivité, de surcroît à échéance 2019, ne nous semble pas adapté !!!
 - Pour un agent qui aura 100 euros brut annuel (la plupart) cela représentera « 2 baguettes par semaine » ...
- La suppression de la mention sous « réserve de nécessité de service » d'un protocole est dérisoire. Elle n'en empêche en aucun cas son application puisqu'elle est gravée dans le marbre des statuts de la fonction publique. C'est le droit...

Et nous n'oublions pas qu'aucune proposition n'est faite concernant les moyens humains dont le manque asphyxie bon nombres de services dont notamment les lycées.

- Allons-nous accepter des différences de traitements issues de nos différentes collectivités d'origines Auvergne, Rhône-Alpes, (etc.), ou nouveaux arrivants ?
- Allons-nous accepter de ne pas être augmenté pour donner suite à une promotion ou avancement de grade ?
- Allons-nous accepter de voir nos services détricotés et dépouillés de ceux qui font sa force et son essence? Pour être clair, accepterons-nous longtemps de voir disparaitre des postes dans des services déjà très affaiblis?

Nous vous attendons nombreux <u>vendredi 17 novembre 13h30 dans le hall à Confluence et à Clermont</u> pour nous soutenir dans cette confrontation !